

15 novembre 1997 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République, accordée à la télévision libanaise "Future TV" le 15 novembre 1997, sur le choix de M. Boutros-Ghali comme secrétaire général de la Francophonie et sur la reconstruction du Liban.

QUESTION - Bonsoir, Monsieur le Président.

LE PRESIDENT - Bonsoir.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez annoncé que la Francophonie devenait une entreprise résolument politique. Comment envisagez-vous cette nouvelle dimension ?

LE PRESIDENT - Vous me permettrez, avant de vous répondre, d'adresser de Hanoi, où se tient le 7ème Sommet de la Francophonie, où le Liban est représenté par le Président du Conseil des Ministres, mon ami, Monsieur Rassic HARIRI, vous me permettrez d'adresser à tous les Libanais, qui sont tous mes amis, un salut tout à fait cordial et amical, en espérant que l'un des prochains sommets de la Francophonie pourra avoir lieu au Liban, à Beyrouth.

Alors, vous dites que la Francophonie devient un espace politique. Oui. Politique, au sens noble du terme, c'est-à-dire une réunion d'une cinquantaine de pays, qui partagent des valeurs identiques, des valeurs qui s'expriment notamment en français et qui ont la volonté d'apporter au monde de demain quelque chose pour faciliter la paix, la tolérance, la compréhension mutuelle. Le Liban, tout naturellement, a sa place dans cette entreprise.

QUESTION - Avant le 9ème sommet qui va avoir lieu au Liban, est-ce que vous comptez visiter le Liban ?

LE PRESIDENT - Certainement. J'ai l'intention de me rendre au Liban, à une date qui n'est pas encore déterminée, pour l'inauguration de l'Ambassade de France de la Résidence des Pins. Je m'en réjouis beaucoup, car c'est toujours avec beaucoup de plaisir que je vais au Liban.

QUESTION - Monsieur le Président, cette Francophonie aura-t-elle les moyens de son ambition politique ?

LE PRESIDENT - Oui. Les moyens ne sont jamais suffisants, n'est-ce pas ? Mais, tous les pays, et, notamment la France, ont fait un effort financier, qui est un effort important. La France, pour sa part, a décidé d'augmenter sensiblement, malgré ses difficultés budgétaires, sa participation à la Francophonie, notamment dans le domaine de la formation des hommes et dans le domaine de la présence sur les grands réseaux modernes de communication -les Inforoutes, etc...-. Un effort important sera fait.

QUESTION - Et comment la concilier avec les autres espaces de la France, comme l'Europe et l'OTAN, comment allez-vous faire ?

LE PRESIDENT - Vous savez, chaque pays appartient à plusieurs ensembles. Le Liban est francophone, pour une part importante de ses habitants, il est naturellement arabophone, il appartient au monde arabe du Moyen-Orient, et néanmoins son histoire le rattache très fortement à l'Europe et, notamment, à la France. La France est européenne, elle est l'un des pays qui veulent renforcer l'Union Européenne. Elle a aussi une vocation à intervenir dans un certain nombre de parties du monde et s'intéresse à l'Asie, à l'Amérique du Sud, etc... Et puis, elle se

sent naturellement concernée par tout ce qui touche la francophonie. Le français n'est pas seulement la langue des Français. C'est une langue dans laquelle beaucoup d'intellectuels, d'écrivains, de poètes, de chercheurs, de créateurs, de scientifiques, s'expriment. Et donc, nous voulons participer activement à ce maintien du français comme moyen culturel important.

QUESTION - Cela est du point de vue culturel. Mais du point de vue politique, est-ce qu'il y aura une contradiction quelque part ?

LE PRESIDENT - Du point de vue politique -et c'est peut-être ce qui a expliqué la réforme des institutions que nous avons décidée ici à Hanoi, c'est-à-dire la création d'un Secrétaire Général qui donnera à l'ensemble de la Francophonie un visage, une voix-, sur le plan politique, cela veut dire que les pays francophones estiment qu'ils ont entre eux une certaine solidarité.

Naturellement, il n'est pas question de faire la moindre ingérence dans les affaires de chacun des pays, mais il s'agit de nous appuyer les uns sur les autres, de renforcer la solidarité lorsqu'il y a des problèmes politiques, des tensions, voire des conflits parfois, je pense aux conflits qui hélas ont ensanglanté l'Afrique, mais les conflits plus généralement. Il est bon qu'il y ait un espace politique où les pays, qui ont une valeur commune, puissent s'entraider. La politique, c'est aussi la solidarité.

QUESTION - Ce n'est pas la question de faire un équilibre dans le monde ?

LE PRESIDENT - Non. Il s'agit de renforcer la solidarité. Vous savez, le monde a connu beaucoup d'affrontements, de guerres. Il faut qu'il y ait aussi des forces de paix. Et, au fond, les pays francophones s'associent autour de cette idée : défendre la paix et aussi les Droits de l'Homme.

QUESTION - Monsieur le Président, le premier Secrétaire Général de la Francophonie est un Arabe africain.

LE PRESIDENT - Ce n'est pas un Arabe, c'est un Copte. C'est un Africain, effectivement, mais d'Egypte.

QUESTION - Est-ce qu'il y a un signal politique dans le fait que le premier Secrétaire Général de la Francophonie soit un Arabe, un Copte, un Egyptien ?

LE PRESIDENT - Je ne crois pas que l'on puisse dire cela. Nous n'avons pas choisi un Arabe ou un Copte, ou quelqu'un appartenant à telle ou telle nationalité. Nous avons voulu choisir un homme dont la compétence et l'expérience étaient universellement reconnues. Et c'est pour cela que nous l'avons choisi, et non pas parce qu'il est copte ou égyptien.

QUESTION - Est-ce que cela a quelque chose à voir avec le veto américain à l'ONU, l'an dernier, concernant Monsieur Boutros-Ghali.

LE PRESIDENT - Non. Rien du tout naturellement. Je peux vous dire qu'aucun pays n'aurait imaginé cela. Mais il se trouve que M. Boutros Boutos-Ghali est un francophone, si j'ose dire, parfait. Il est totalement bilingue, et même trilingue, puisqu'il parle également l'anglais. Enfin, il parle l'arabe et le français & ce sont pour lui des langues maternelles. Et donc, si vous ajoutez à cela sa compétence et sa notoriété, vous voyez que sa personnalité s'imposait, en quelque sorte, comme premier Secrétaire Général.

QUESTION - C'est-à-dire que l'on peut ajouter à cela sa compétence à l'ONU?

LE PRESIDENT - Oui, naturellement, et son expérience.

QUESTION - Autour de nous, l'Amérique mène le jeu, la Russie avance ses pions, la Francophonie politique a-t-elle son rôle ?

LE PRESIDENT - Il y a une évolution du monde qui devient de plus en plus un monde avec des grands pôles de puissances politique, économique, culturelle. Alors il a déjà beaucoup avancé : l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud avec le MERCOSUR, dans cette région l'ASEAN, la Chine bien entendu, l'Afrique qui est sur la voie du développement. Il est bon qu'il y ait, en dehors des regroupements géographiques, des regroupements, je dirais, culturels, politiques, horizontaux. Et, de ce point de vue, la Francophonie a un rôle important à jouer et je me réjouis que le Liban soit un élément actif de la Francophonie.

QUESTION - Quel message adressez-vous aux Libanais, Monsieur le Président, doivent-ils encore croire à la paix et ont-ils eu raison de parier sur la reconstruction ?

LE PRESIDENT - Ont-ils eu raison de parier sur la reconstruction ? Naturellement. Parce que la reconstruction est la vie. Et les Libanais, dans leur histoire, dans leur longue histoire millénaire

reconstruction c'est la vie. Et les Libanais dans leur histoire, dans leur longue histoire millénaire, ont toujours été porteurs de vie, d'initiative, de création, d'intelligence, d'activité. Ils ne pouvaient pas s'arrêter tout d'un coup et, en quelque sorte, poser leurs sacs à terre.

Qu'est-ce que j'exprime comme vœu ? J'allais dire : qu'ils parlent tous français -le plus rapidement possible-, parce que nous sommes dans une manifestation francophone. Mais d'une façon plus importante, mon vœu c'est que la situation précaire qui existe encore après les déchirements, après les guerres, conduise les jeunes Libanaises, les jeunes Libanais à pouvoir s'épanouir dans un Liban en paix. Mon vœu, c'est la paix. Le Liban est fort, il est grand, toute l'histoire le prouve, quand il est en paix et, au contraire, il se heurte à beaucoup de problèmes lorsqu'il y a des guerres, quelles que soient les raisons des affrontements internes ou externes. Et donc ce que je souhaite c'est que les petites Libanaises et les petits Libanais, qui sont aujourd'hui à l'école, puissent demain être en paix et apporter à nouveau ce que le Liban a toujours apporté au monde, c'est-à-dire de la richesse matérielle et de la richesse culturelle.

QUESTION - Ils doivent croire à la Paix ?

LE PRESIDENT - Ils doivent croire à la Paix naturellement et ils l'auront.

QUESTION - Comment voyez-vous le Liban dans cinq ans ?

LE PRESIDENT - Dans cinq ans ? Ecoutez, je ne fais pas de prévisions. Naturellement. Je ne lis pas dans le marc de café ! Mais je voudrais dire : je crois à la paix et je pense que, dans cinq ans, la paix sera plus forte dans cette région qu'elle ne l'est aujourd'hui.